

Cote du document:	GC 31/L.8
Point de l'ordre du jour:	12
Date:	16 janvier 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

Conseil des gouverneurs — Trente et unième session
Rome, 13-14 février 2008

Pour: **Information**

Note aux Gouverneurs

Le présent document est soumis au Conseil des gouverneurs pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Gouverneurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Brian Baldwin

Conseiller principal, gestion des opérations

téléphone: +39 06 5459 2377

courriel: b.baldwin@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

I. Introduction

1. Le Conseil des gouverneurs a approuvé à sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, l'établissement d'un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), et délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir les modalités détaillées de la conception et de la mise en œuvre de ce système.
2. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou "périodes d'allocation". Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance du pays conduites chaque année, afin de tenir compte des changements importants relatifs aux besoins et/ou aux progrès des pays, constatés dans la sphère politique et institutionnelle. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. L'exercice actuel couvre la période 2007-2009, qui coïncide avec celle de la septième reconstitution. Le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA¹ a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur avec le programme de travail pour 2007 (c'est-à-dire la première année de la période de la septième reconstitution), et que les allocations régionales fixes cesseraient de s'appliquer.

II. Révision de la méthodologie du SAFP

3. À l'issue des débats qu'il a tenus à sa session d'avril 2006, le Conseil d'administration est convenu de ce qui suit:
 - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de continuer "à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".
 - b) Le FIDA continuera à appliquer le SAFP sur la base d'un cycle triennal de prêt/allocation, et programmera des allocations pour les pays figurant sur la liste des emprunteurs effectifs. Dans le même temps, le programme de travail connaîtra une expansion, et le Conseil sera tenu au courant des notes de pays, des allocations et des changements intervenus par suite de leur mise à jour.
 - c) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant. Il a été convenu par conséquent que la formule serait modifiée pour affecter à la population un coefficient de pondération révisé de 0,45.
 - d) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation de la population rurale dans la formule répondrait mieux au mandat du Fonds. Il a été décidé en

¹ La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009), document GC 29/L.4.

conséquence que le concept de population rurale serait utilisé au plus tard dans le programme de travail 2008.

- e) S'étant mis d'accord sur ces principes et décisions, le Conseil d'administration a ensuite entériné la proposition relative à la réunion d'un groupe de travail, dont il est fait mention dans le rapport de la Consultation approuvé par le Conseil des gouverneurs, qui serait chargé d'élucider les questions qui se posent au sujet de l'application du SAFP.

III. Le groupe de travail sur le SAFP

4. Lors d'une réunion tenue sous la présidence d'un membre du Conseil d'administration, il avait été convenu que le groupe de travail² aurait le mandat suivant:

"Élucider les questions qui se posent au sujet de l'application du SAFP, notamment:

- la modification des éléments figurant dans la formule, à savoir l'évaluation de la performance et le coefficient de pondération de la population et du revenu, le poids global de la performance étant maintenu;
- l'expérience et les enseignements tirés par les autres organisations qui appliquent un SAFP;
- les statistiques à utiliser pour la population rurale;
- l'application du SAFP aux emprunteurs à des conditions particulièrement favorables et aux autres emprunteurs; et
- les autres indicateurs possibles de la pauvreté, tels que la nutrition et le revenu rural par habitant."

Le groupe de travail s'est réuni en février, avril et septembre 2007 pour examiner les questions d'ordre technique ou méthodologique relatives au SAFP, notamment les amendements en cours d'introduction à la suite de l'approbation, par le Conseil d'administration, du Cadre pour la soutenabilité de la dette; le remplacement de la population totale par la population rurale; et les entretiens et études en cours avec les autres institutions financières internationales (IFI) qui appliquent un SAFP. Les procès-verbaux de ces réunions sont joints en annexe.

IV. L'application du SAFP en 2007

5. Les divisions régionales ont établi, en 2006, une liste des pays emprunteurs effectifs³ pour la période 2007-2009. Sur cette base, les notes et les allocations finales des pays pour 2007, ainsi que les chiffres provisoires pour 2008 et 2009, ont été établis, de sorte que les allocations globales des pays sont disponibles pour la période triennale d'allocation. Les chiffres pour 2008 et 2009 sont donnés à titre indicatif sous réserve de l'évolution annuelle de la performance (sur la base d'une évaluation des projets à risque [PAR], de la performance du secteur rural et de l'indice d'allocation des ressources [IAR] de l'Association internationale de développement [IDA]), de la population et du RNB par habitant. Tous les prêts et dons à des pays spécifiques, présentés pour approbation au Conseil

² Liste A: États-Unis d'Amérique, France, Italie et Suède.

Liste B: Nigéria, Venezuela (République bolivarienne du)

Sous-liste C1: Mali

Sous-liste C2: Inde

Sous-liste C3: Mexique

³ Les pays emprunteurs effectifs sont les États membres pour lesquels le FIDA escompte des opérations de prêt ou de don à des pays spécifiques au cours de la période d'allocation 2007-2008.

d'administration en 2007, sont dans les limites des allocations par pays du SAFF. Dans le cadre du programme de travail global de 2007, il est prévu que 96% environ des ressources disponibles pour engagement seront alloués conformément aux principes du SAFF. La part des ressources du FIDA attribuée à l'Afrique subsaharienne est estimée à 43% (en attendant confirmation de la liste définitive des projets qui seront soumis au Conseil d'administration). Les pays qui reçoivent une allocation minimale ont pu utiliser leur part au titre de deux périodes d'allocation jusqu'à concurrence de 6,0 millions de USD par pays. Dans le contexte de la mise en œuvre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, les pays dont on a estimé qu'ils ne présentaient **pas** de risque futur de surendettement (pays classés "vert"), et continuant de ce fait à être admis à bénéficier des prêts du FIDA, se sont vu attribuer des allocations légèrement supérieures.

6. Il n'a pas été nécessaire, en 2007, de procéder à des réallocations entre pays. Cependant, le Conseil d'administration a reconnu, lors de la mise en place du SAFF au FIDA, qu'il y aurait des situations dans lesquelles il ne serait pas possible de souscrire des engagements correspondant aux allocations *ex ante* des pays au cours d'une période d'allocation donnée, par exemple, en l'absence de demande de prêts du FIDA ou faute de possibilités d'engager des opérations dans des domaines prioritaires indiqués dans les programmes d'options stratégiques par pays axés sur les résultats. En pareil cas, la part inutilisée des allocations serait réintégréée à la masse des ressources allouables⁴, afin d'être redistribuée par le biais du SAFF en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40). La mise en œuvre du SAFF se poursuivant au cours des deux années suivantes de la période d'allocation, elle continuera de faire l'objet d'un suivi afin d'assurer l'intégrité du système d'allocation fondé sur la performance durant tout le processus.

V. La mise à jour des notes de pays pour 2007 et des allocations par pays pour 2008

7. Comme il est indiqué ci-dessus, les allocations "fermes" par pays pour 2007 ont été établies sur la base des notes de pays calculées à la fin de 2006. Jointes aux notes indicatives pour 2008 et 2009, celles-ci ont permis de déterminer les allocations par pays pour la période d'allocation 2007-2009. De même, à mesure que les données actualisées sur la performance (à la fois du portefeuille et du secteur rural) devenaient disponibles, on a procédé à une mise à jour des notes de pays. À la suite de l'adoption du système uniforme d'allocation, les données ont fait l'objet d'un examen et d'un étalonnage interrégionaux destinés à assurer la cohérence des évaluations. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration en avril 2006, telle qu'elle est consignée au procès-verbal⁵, eu égard au fait que le mandat du FIDA est spécifiquement axé sur la pauvreté rurale, il a été convenu que le concept de population rurale serait utilisé. En conséquence, les statistiques les plus récentes de la population rurale dont dispose la Banque mondiale ont été utilisées pour le calcul des notes de pays (indicatives) pour 2008 et 2009. Un nouveau perfectionnement a été introduit en 2006, à savoir l'utilisation des notes relatives à l'évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) publiées par la Banque mondiale, au lieu des "quintiles" de pays, pour lesquels des notes moyennes ont été établies.
8. Les données actualisées seront présentées dans les notes définitives de pays pour 2007 et les allocations par pays pour 2008, qui seront soumises en décembre au Conseil d'administration, puis rendues publiques conformément aux procédures agréées pour la diffusion, sur le site web du FIDA, des informations sur le SAFF (www.ifad.org/operations/pbas).

⁴ La notion de masse de ressources à redistribuer a également été mentionnée dans la section sur la réallocation des ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

⁵ Document EB/87.

Groupe de travail du Conseil d'administration sur le SAFF Procès-verbal des réunions de 2007

1. Groupe de travail du Conseil d'administration sur le SAFF: procès-verbal de la première réunion, 27 février 2007, FIDA, Rome

Membres présents: Inde - Ramalingam Parasuram, président; Mexique - Vladimir Hernández Lara; Suède - Ann Uustalu; France - Vincent Perrin; États-Unis - Carol Kramer-LeBlanc. Absents: Italie, Nigéria, Mali et Venezuela.

1. Le président souhaite la bienvenue aux membres et explique que la réunion a pour objet l'examen et la compréhension des principes de base du SAFF, le recensement des questions en suspens, et l'établissement du calendrier des travaux du groupe et les modalités de ses réunions.
2. Les membres sont convenus que le groupe leur permettra de comprendre les questions, tant techniques que politiques, que soulève le SAFF, de s'informer et d'informer leurs collègues, et de résoudre les problèmes. Certaines questions pourraient devoir être renvoyées devant le Conseil d'administration, d'autres seront traitées par le groupe lui-même, et d'autres encore peuvent s'inscrire dans la durée ou être liées à des questions examinées par d'autres IFI. Après en avoir débattu, il est convenu que, s'il y a des questions qui doivent être portées à l'attention du Conseil d'administration, il est probable qu'elles seront initialement examinées en septembre pour être débattues en décembre, par exemple, dans le cadre de l'examen annuel du SAFF que le secrétariat est tenu de présenter chaque année.
3. Le secrétariat (représenté par M. Baldwin) présente une vue d'ensemble de l'exécution du SAFF à ce jour, sa situation actuelle, les questions examinées avec d'autres institutions qui appliquent un SAFF, et les questions d'actualité exigeant un examen plus approfondi du FIDA. Il s'agit en particulier de la question de l'adoption de la population rurale, car il ressort des premiers entretiens avec la Banque mondiale que l'inclusion de la population rurale dans la formule, précédemment recommandée, pourrait être problématique pour des raisons de définition et de comparabilité des statistiques. On fait aussi observer que les entretiens en cours à l'IDA et à la Banque africaine de développement sur la reconstitution de leurs ressources soulèveront les questions de la simplification du système, de la réduction de la variabilité excessive des évaluations du portefeuille, et du traitement à accorder aux États fragiles.
4. Lors du débat qui a suivi, il est confirmé qu'aucune des autres IFI n'a l'intention d'utiliser la population rurale dans la formule et que le groupe de travail aurait besoin de l'appui technique du secrétariat pour procéder à l'examen de fond de cette question de caractère technique. Le secrétariat poursuivra ses recherches à ce sujet et en tiendra le groupe informé. Le secrétariat répond ensuite à plusieurs questions techniques. Les membres conviennent que le groupe n'est pas en mesure de traiter toutes les questions et qu'il faudrait les répartir en deux catégories: les questions techniques exigeant l'appui technique du secrétariat (notamment l'utilisation d'autres indicateurs) et les questions à plus long terme ou liées aux discussions en cours dans d'autres IFI.
5. Pour conclure, le président demande que les membres s'efforcent, avec leur liste, de déterminer les questions qui devraient être soumises à l'examen du groupe. Le groupe tiendra sa prochaine réunion dans la matinée du jeudi 19 avril, après le Conseil d'administration, pour passer en revue toutes les questions recensées par les listes, les classer et, le cas échéant, établir un calendrier de travail pour le groupe. Dans la mesure du possible, le secrétariat fournira des informations complémentaires au sujet de la population rurale.

2. Groupe de travail du Conseil d'administration sur le SAFF: procès-verbal de la deuxième réunion, 19 avril 2007, FIDA, Rome

Membres présents: Inde – Ramalingam Parasuram, président; Mexique – Vladimir Hernández Lara, Víctor Daniel Flores Fuentes; Suède – Ann Uustalu; États-Unis – Liza Morris, Carol Kramer-LeBlanc; Italie – Augusto Zodda; Nigéria – Yaya O. Olaniran; Mali – Modibo Mahamane Touré; et Venezuela – Mariella Mancini. Absent: France (Vincent Perrin). Observateurs: Brésil – Felipe Haddock Lobo Goulart; Guatemala – Ileana Rivera De Angotti;

1. Le président souhaite aux membres la bienvenue à la deuxième réunion du groupe de travail (voir ci-dessus le procès-verbal de la première réunion) et demande au secrétariat de présenter les grandes lignes du SFAP du FIDA, car le groupe compte plusieurs nouveaux membres qui n'ont pas assisté à la présentation qui a été faite à la première réunion. Le président fait aussi observer que le groupe n'a reçu, de la part des listes, aucune question spécifique, et qu'il a donc la possibilité d'accueillir des suggestions et des idées en vue d'un examen plus approfondi.
2. Le secrétariat (représenté par M. Baldwin) fait une présentation Powerpoint exposant:
 - l'exécution du SAFF à ce jour;
 - la situation actuelle;
 - les amendements découlant de l'approbation par le Conseil d'administration du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD);
 - les questions à l'étude avec les autres institutions qui appliquent un SAFF;
 - les questions d'actualité que le FIDA doit examiner de façon plus approfondie.
3. Le groupe de travail entame, au cours de la présentation, un débat concernant la méthodologie utilisée dans le CSD, le classement rouge, jaune et vert des pays, et l'alignement des approches sur celles des autres institutions qui appliquent le CSD. Le secrétariat confirme qu'il se tient régulièrement en contact aussi bien avec la Banque mondiale qu'avec la Banque africaine de développement au sujet de l'alignement du classement des pays et des autres approches utilisées. Le groupe de travail examine aussi la façon dont la modification de la pondération de la population (approuvée par le Conseil en décembre 2006) permet de réduire les différences entre les allocations par pays qui découlent de la taille de leur population, tout en conservant ce critère important comme facteur des "besoins". Le secrétariat présente aussi un résumé de la façon dont les pays sortant d'un conflit sont traités dans le SAFF et explique que le FIDA, suivant les principes de la Banque mondiale à cet égard, augmente l'allocation de ces pays. L'exemple de l'Érythrée à la session de décembre 2006 du Conseil, et de la Sierra Leone à celle d'avril 2007 sont cités pour montrer la façon dont cette approche est mise en œuvre au FIDA.
4. Pour aider le groupe de travail à mieux comprendre la méthodologie du SAFF, examinée lors de la présentation initiale, l'analyse des attributions au niveau des pays, fondée sur les informations déjà communiquées au Conseil d'administration (et rendues publiques ultérieurement), est jointe pour information.
5. Le groupe de travail ouvre un débat de fond sur les questions soulevées à propos de l'adoption éventuelle de la population rurale au lieu de la population totale actuellement utilisée. Le secrétariat résume les entretiens avec la Banque mondiale, qui a indiqué que l'inclusion de la population rurale dans la

formule, précédemment recommandée, pourrait être problématique pour des raisons de définition et de comparabilité des statistiques. Le groupe de travail prend acte du bien-fondé de l'adoption de la population rurale (et si possible du revenu rural) tout en reconnaissant les limites possibles imposées par la disponibilité, l'exactitude et la comparabilité des statistiques.

6. D'accord avec le secrétariat, le groupe de travail convient que celui-ci examinera de façon plus approfondie les problèmes liés à la population rurale, notamment:
 - les discussions avec la Banque mondiale et l'ONU concernant les définitions;
 - les sources effectives de statistiques sur la population rurale, et la question des recensements disponibles afin d'établir si ces recensements donnent le genre d'information nécessaire;
 - l'établissement de divers scénarios concernant la population rurale (ainsi que la pondération globale de la population totale, le revenu par habitant et l'impact des plafonds sur plusieurs pays d'Asie).
7. Sur la base des informations que lui fournira le secrétariat, le groupe de travail reprendra, à sa prochaine réunion (éventuellement à la fin juin ou en juillet), l'examen de la question afin de présenter ses conclusions dans le cadre du rapport annuel sur le SAFF qui sera soumis en décembre au Conseil d'administration.

3. Groupe de travail du Conseil d'administration sur le SAFF: procès-verbal de la troisième réunion, 13 septembre 2007, FIDA, Rome

Membres présents: Inde – Ramalingam Parasuram, président; France – Marc Trouyet; États-Unis – Liza Morris, Andrew Velthaus; Nigéria – Yaya O. Olaniran; et Mali – Modibo Mahamane Touré. Absents: Mexique, Italie, Suède, Venezuela. Observateur: Brésil – Felipe Haddock Lobo Goulart.

1. Le président souhaite aux membres la bienvenue à la troisième réunion du groupe de travail. Il soulève la question de la durée d'existence prévue du groupe de travail et du moment où il devra rendre compte de sa mission au Conseil d'administration. Il présente ensuite le point suivant de l'ordre du jour: l'examen de l'utilisation de la population rurale dans la formule.
2. Le secrétariat (représenté par M. Baldwin et Mme Rice PMD/PD) fait une présentation Powerpoint intitulée: "examen de l'utilisation de la population rurale dans la formule du SAFF", comprenant l'examen des sources de données; leur complétude, actualité et comparabilité; les questions méthodologiques concernant la définition du terme "rural"; et l'effet de son application sur les notes et les allocations des pays.
3. Le groupe examine ensuite les questions relatives à l'utilisation de la population rurale dans la formule du SAFF et son importance par rapport au mandat du FIDA. Il estime que, sans nier l'importance des questions et des préoccupations méthodologiques, les données disponibles émanant de la Banque mondiale sont toutefois suffisantes pour appliquer la population rurale à la formule.
4. Il fait aussi observer que le Conseil d'administration est convenu, à sa session d'avril 2007, d'appliquer la population rurale à la formule et que le groupe de travail avait eu pour tâche d'examiner les sources de données et les conséquences méthodologiques. Le secrétariat informe le groupe de travail que les notes révisées de 2007 et les allocations de 2008 (ainsi que les allocations indicatives de 2009) seraient établies sur la base de la population rurale. Le groupe de travail convient qu'il n'est pas souhaitable d'utiliser celle-ci pour les

allocations de 2007 ou pour les projets déjà approuvés par le Conseil ou qui le seront à sa session de décembre 2007.

5. Il est convenu qu'un rapport sur les réunions du groupe de travail sera inséré dans le rapport annuel normalement présenté au Conseil d'administration en décembre. Le secrétariat informe le groupe de travail que le procès-verbal et les présentations qui lui ont été faites seront mis en ligne sur une partie à accès restreint de la rubrique SAFP du site web du FIDA:
www.ifad.org/operations/pbas.

Période d'allocation 2007-2009

Notes de pays pour 2007 et allocations annuelles pour 2008

Emprunteurs effectifs

Pays	Besoins du pays ^a		Performance du pays				Emprunteurs effectifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant en 2005	Population rurale 2005	IAR 2006	Performance du secteur rural	PAR 2007	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2007	Allocation du pays pour 2008	Allocation du pays pour 2009	
Afrique de l'Ouest et du Centre											
BÉNIN	510	5 054 873	3,58	3,99	4,0	4,26	3 970	6 232 440	5 977 197	6 572 162	18 781 800
BURKINA FASO	400	10 807 141	3,69	3,83	4,0	3,97	5 145	6 779 811	7 746 943	8 518 068	23 044 822
CAMEROUN	1 000	7 410 126	3,22	3,42	4,0	3,58	2 815	4 406 829	4 345 519	4 778 069	13 530 417
CAP-VERT	1 930	216 407	4,09	4,39	6,0	4,90	910	1 315 632	1 404 795	1 544 627	4 265 055
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	350	2 503 403	2,39	2,39		2,39	1 002	1 258 146	1 470 035	1 616 362	4 344 543
TCHAD	400	7 282 451	2,75	3,14	6,0	3,99	4 369	5 914 820	6 411 226	7 049 394	19 375 439
CONGO	950	1 591 564	2,77	3,25	6,0	4,04	1 820	2 949 981	2 671 608	2 937 537	8 559 126
CÔTE D'IVOIRE	870	9 984 627	2,45	2,45	4,0	2,57	1 720	2 143 795	2 524 265	2 775 528	7 443 588
CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU	120	39 075 597	2,84	3,04	5,0	3,16	7 880	8 296 317	11 564 144	12 715 230	32 575 691
GABON	5 010	226 950		2,83		2,83	245	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
GAMBIE	290	699 373	3,08	3,65	6,0	4,36	1 964	2 777 282	2 883 042	3 170 018	8 830 342
GHANA	450	11 542 884	3,93	3,69	4,0	4,20	5 760	10 057 500	8 891 750	9 776 828	28 726 078
GUINÉE	420	6 299 406	2,94	3,47	4,0	3,83	3 719	5 493 515	5 458 487	6 001 820	16 953 822
GUINÉE-BISSAU	180	1 116 786	2,59	3,07		2,92	1 229	1 500 740	1 803 631	1 983 163	5 287 534
MALI	380	9 395 299	3,68	3,77	6,0	4,29	5 723	6 831 579	8 834 966	9 714 391	25 380 935
MAURITANIE	580	1 828 970	3,28	3,78	6,0	4,46	2 661	3 509 901	4 006 011	4 404 766	11 920 679
NIGER	240	11 612 205	3,30	3,57	3,0	3,28	4 131	3 595 460	6 219 728	6 838 834	16 654 022
NIGÉRIA	560	68 132 369	3,23	3,47	5,0	3,78	9 843	13 124 325	15 196 367	16 709 001	45 029 694
SÉNÉGAL	700	6 808 372	3,67	3,80	3,0	3,74	3 227	4 717 804	4 982 398	5 478 342	15 178 545
SIERRA LEONE	220	3 276 608	3,09	3,32	5,0	3,34	2 471	2 146 890	3 720 348	4 090 669	9 957 907
Total	20						70 603	94 052 768	107 112 463	117 674 809	318 840 040

Emprunteurs effectifs

Pays	Besoins du pays ^a		Performance du pays				Emprunteurs effectifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant en 2005	Population rurale 2005	IAR 2006	Performance du secteur rural	PAR 2007	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2007	Allocation du pays pour 2008	Allocation du pays pour 2009	
Afrique orientale et australe											
ANGOLA	1 410	7 444 630	2,65	2,99	3,0	2,93	1 728	2 636 540	2 668 346	2 933 951	8 238 836
BOTSWANA	5 590	751 858		4,32		4,32	949	1 544 070	1 465 841	1 611 750	4 621 662
BURUNDI	100	6 792 764	2,99	3,20	6,0	3,83	5 491	5 628 332	8 059 136	8 861 335	22 548 802
COMORES	650	378 308	2,35	3,48		3,13	629	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
ÉTHIOPIE	160	59 855 040	3,39	4,10	6,0	4,62	18 984	22 663 585	28 583 725	31 428 925	82 676 235
KENYA	540	27 164 788	3,65	4,29	4,0	3,89	6 935	7 399 223	10 705 846	11 771 497	29 876 566
LESOTHO	950	1 459 147	3,53	3,93	6,0	4,58	2 240	2 647 951	3 372 366	3 708 048	9 728 365
MADAGASCAR	290	13 619 534	3,58	4,04	6,0	4,63	8 446	9 828 340	13 039 341	14 337 266	37 204 947
MALAWI	160	10 667 898	3,39	3,64	5,0	3,72	5 652	5 096 934	8 509 866	9 356 931	22 963 731
MAURICE	5 250	716 114		4,10	4,0	3,49	616	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
MOZAMBIQUE	310	12 963 953	3,52	3,81	4,0	4,17	6 575	9 797 757	10 150 016	11 160 341	31 108 114
RWANDA	230	7 293 416	3,63	4,17	3,0	3,83	4 616	6 188 867	6 773 949	7 448 223	20 411 039
SWAZILAND	2 280	858 429		2,95	5,0	3,28	727	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
OUGANDA	280	25 185 384	3,88	4,60	4,0	4,60	11 065	14 335 091	17 082 703	18 783 101	50 200 896
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	340	29 053 237	3,94	4,44	6,0	4,89	12 703	14 964 289	19 611 724	21 563 859	56 139 872
ZAMBIE	500	7 584 497	3,40	3,80	3,0	3,65	3 512	5 893 220	5 421 438	5 961 083	17 275 740
ZIMBABWE	350	8 339 111	1,77	2,21	3,0	1,63	799	1 063 649	1 233 726	1 356 530	3 653 906
Total	17						91 668	112 687 847	139 678 024	153 282 841	405 648 712

Emprunteurs effectifs

Pays	Besoins du pays ^a		Performance du pays				Emprunteurs effectifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant en 2005	Population rurale 2005	IAR 2006	Performance du secteur rural	PAR 2007	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2007	Allocation du pays pour 2008	Allocation du pays pour 2009	
Asie et Pacifique											
AFGHANISTAN ^b	200	23 024 377	2,61	2,92		2,82	4 354	5 014 121	6 390 530	7 026 638	18 431 289
BANGLADESH	470	106 224 885	3,43	3,99	6,0	4,33	16 510	17 600 725	25 488 496	28 025 600	71 114 821
CAMBODGE	430	11 299 024	3,17	3,95	5,0	4,13	5 584	4 952 398	8 408 300	9 245 256	22 605 954
CHINE	1 740	777 482 000		4,21	4,0	4,12	26 280	28 250 000	30 750 000	33 750 000	92 750 000
INDE	730	780 437 679	3,81	4,06	4,0	3,99	30 735	28 250 000	30 750 000	33 750 000	92 750 000
INDONÉSIE	1 280	114 469 602	3,68	3,77	6,0	4,53	14 516	21 483 496	22 409 561	24 640 190	68 533 247
KIRGHIZISTAN	450	3 302 127	3,60	3,88	6,0	4,57	3 887	4 888 345	5 704 204	6 271 996	16 864 546
LAO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE	430	4 703 771	3,08	3,64	6,0	4,04	3 606	3 905 401	5 292 005	5 818 767	15 016 173
MALDIVES	2 320	231 755	3,60	3,54	5,0	3,54	468	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
MONGOLIE	690	1 105 882	3,38	3,84	6,0	4,50	2 076	3 313 012	3 126 155	3 437 330	9 876 497
NÉPAL	270	22 845 674	3,42	3,62	4,0	3,43	5 961	4 904 895	8 748 093	9 618 871	23 271 859
PAKISTAN	690	101 407 572	3,62	3,75	3,0	3,63	10 323	14 271 749	15 937 106	17 523 473	47 732 328
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE ^b	560	5 098 262	3,14	3,45		3,35	2 412	1 921 736	3 724 399	4 095 123	9 741 258
PHILIPPINES	1 320	30 979 320		4,41	6,0	4,80	8 978	13 958 556	13 859 932	15 239 538	43 058 026
ÎLES SALOMON	620	396 526	2,78	3,11		3,01	598	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
SRI LANKA	1 160	16 661 951	3,55	4,00	4,0	4,26	5 521	7 490 290	8 523 554	9 371 981	25 385 825
TADJIKISTAN	330	4 899 756	3,34	3,52		3,46	2 881	3 478 837	4 228 371	4 649 260	12 356 468
VIET NAM	620	61 175 584	3,85	4,33	3,0	4,29	11 778	18 071 685	18 182 290	19 992 140	56 246 115
Total	18						156 469	183 755 246	213 522 997	234 456 161	631 734 405

Emprunteurs effectifs

Pays	Besoins du pays ^a		Performance du pays				Emprunteurs effectifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant en 2005	Population rurale 2005	IAR 2006	Performance du secteur rural	PAR 2007	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2007	Allocation du pays pour 2008	Allocation du pays pour 2009	
Amérique latine et Caraïbes											
BELIZE	3 570	150 861		3,72		2,44	165	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
BOLIVIE	1 010	3 287 161	3,73	4,00	6,0	4,65	3 281	5 574 494	5 065 925	5 570 183	16 210 603
BRÉSIL	3 550	29 451 976		4,50	6,0	5,16	7 908	20 153 094	12 207 721	13 422 868	45 783 683
COLOMBIE	2 290	12 448 867		4,09	6,0	4,93	5 467	10 990 253	8 440 564	9 280 730	28 711 547
COSTA RICA	4 700	1 657 328		4,42	6,0	5,11	1 984	3 116 764	3 063 056	3 367 950	9 547 771
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	2 460	2 953 109		4,19	6,0	4,98	2 873	4 930 713	4 435 501	4 877 007	14 243 222
ÉQUATEUR	2 620	4 920 973		4,14		4,14	2 463	4 286 776	3 802 263	4 180 737	12 269 776
EL SALVADOR	2 450	2 766 142		4,35	6,0	5,07	2 895	4 455 566	4 470 108	4 915 059	13 840 733
GUATEMALA	2 400	6 652 303		3,96	6,0	4,86	3 960	5 626 908	6 113 796	6 722 358	18 463 062
GUYANA	1 020	539 375	3,42	3,73	5,0	3,41	782	1 000 000	1 177 117	1 294 286	3 471 403
HONDURAS	1 120	3 854 527	3,88	3,71	5,0	3,74	2 224	2 169 297	3 433 135	3 774 867	9 377 299
MEXIQUE	7 310	24 741 392		4,01	3,0	4,22	4 097	12 048 680	6 324 560	6 954 102	25 327 343
NICARAGUA	950	2 111 218	3,75	3,81	5,0	4,07	2 098	2 379 212	3 158 604	3 473 008	9 010 824
PANAMA	4 630	943 599		4,01	3,0	3,70	809	1 757 887	1 249 415	1 373 781	4 381 082
PARAGUAY	1 040	2 447 940		3,68		2,33	717	1 125 847	1 000 000	1 000 000	3 125 847
PÉROU	2 650	7 663 299		4,29	6,0	5,04	4 435	8 654 979	6 846 235	7 527 703	23 028 917
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	4 820	1 754 082		4,30	6,0	5,04	1 971	7 120 711	3 042 920	3 345 810	13 509 441
Total	17						48 129	96 391 181	74 830 921	82 080 450	253 302 551

Emprunteurs effectifs

Pays	Besoins du pays ^a		Performance du pays				Emprunteurs effectifs				Total des allocations du pays 2007 à 2009
	RNB par habitant en 2005	Population rurale 2005	IAR 2006	Performance du secteur rural	PAR 2007	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2007	Allocation du pays pour 2008	Allocation du pays pour 2009	
Proche-Orient et Afrique du Nord											
ALBANIE	2 570	1 708 804	3,74	4,44	6,0	4,85	2 105	2 778 746	3 250 453	3 574 000	9 603 198
ARMÉNIE	1 470	1 082 856	4,31	4,62	6,0	5,04	2 130	3 754 371	3 287 845	3 615 114	10 657 329
AZERBAÏDJAN	1 240	4 068 180	3,70	4,25	6,0	4,75	3 589	5 224 646	5 540 688	6 092 203	16 857 537
BOSNIE-HERZÉGOVINE	2 700	2 121 541	3,67	4,65	6,0	4,93	2 367	3 448 270	3 653 476	4 017 140	11 118 886
DJIBOUTI	1 010	110 238	3,06	3,70	5,0	3,40	380	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
ÉGYPTE	1 260	42 346 810		4,06	6,0	4,60	9 621	11 702 091	14 852 864	16 331 305	42 886 260
GÉORGIE	1 320	2 138 765	4,12	4,05	1,0	3,24	1 230	2 058 521	1 898 322	2 087 279	6 044 122
IRAQ ^b	2 170	9 535 180		1,00		1,00	203	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
JORDANIE	2 460	968 721		4,18	4,0	4,14	1 204	3 363 814	1 859 075	2 044 126	7 267 016
LIBAN	6 320	479 294		4,17		3,92	620	2 608 480	1 000 000	1 000 000	4 608 480
MOLDOVA	930	2 241 663	3,65	4,17	6,0	4,71	2 890	4 107 787	4 461 226	4 905 292	13 474 304
MAROC	1 740	12 459 418		4,14	4,0	4,08	4 013	5 743 274	6 196 046	6 812 795	18 752 115
SOUDAN	640	21 449 903	2,53	3,85	4,0	3,74	5 551	8 502 113	8 147 194	8 958 159	25 607 466
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 380	9 407 431		4,04	4,0	4,37	4 307	7 382 208	6 649 507	7 311 393	21 343 107
EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE	2 830	632 593		4,55	6,0	5,18	1 502	2 744 224	2 318 116	2 548 860	7 611 200
TUNISIE	2 880	3 480 063		4,40	6,0	4,79	2 754	4 434 276	4 251 760	4 674 977	13 361 013
TURQUIE	4 750	23 565 255		4,22	1,0	2,90	2 103	3 215 898	3 247 091	3 570 304	10 033 294
YÉMEN	600	15 248 574	3,25	3,90	5,0	3,73	4 810	5 044 240	7 241 935	7 962 791	20 248 966
Total	18						51 379	78 112 958	79 855 596	87 505 739	245 474 293
Total	90						418 248	565 000 000	615 000 000	675 000 000	1 855 000 000

^a Indicateurs du développement dans le monde, 2007.^b RNB 2005 non disponible.

Évaluation de la performance du secteur rural en 2007

Tableau 1: Afrique de l'Ouest et du Centre

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Cap-Vert	République centrafricaine ^a	Tchad	Rép. dém. du Congo	Congo	Côte d'Ivoire ^a	Gabon	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Nigéria	Sénégal	Sierra Leone	Moyenne régionale	
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																						
A i) environnement politique et juridique des organisations rurales	4,11	4,60	3,71	4,60		3,60	3,80	3,25		3,00	4,20	3,64	3,92	3,40	3,92	3,41	3,60	3,71	4,00	3,80	3,79	
A ii) dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,57	4,14	3,58	4,50		3,25	2,62	2,46		2,00	3,68	3,13	4,12	2,00	4,46	3,19	3,00	2,53	3,88	3,75	3,38	
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																						
B i) accès à la terre	2,92	2,76	3,20	3,70		3,60	3,40	3,74		3,00	3,78	3,50	3,50	3,20	3,03	3,83	2,80	2,70	3,70	2,80	3,29	
B ii) accès à l'eau à usage agricole	3,10	3,29	3,25	4,29		3,29	3,14	2,38		4,00	3,30	3,14	3,09	3,00	3,06	3,34	2,86	3,12	3,86	2,57	3,23	
B iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,65	3,45	3,37	4,13		2,75	2,25	2,22		2,00	3,15	3,25	3,71	3,00	3,57	3,19	3,25	3,37	3,88	2,75	3,16	
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																						
C i) mise en place de conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,57	4,37	3,58	4,00		3,50	3,25	3,94		4,00	4,47	4,30	4,12	2,00	4,23	4,26	4,25	3,79	3,75	3,75	3,90	
C ii) climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,57	4,37	4,00	4,50		3,25	3,50	4,19		2,00	3,68	3,63	3,50	3,25	4,46	4,26	4,25	3,79	3,79	3,25	3,79	
C iii) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,34	3,91	3,37	4,00		3,25	3,00	3,20		2,00	3,68	4,13	3,50	3,25	3,79	3,99	3,50	4,21	3,69	3,75	3,59	
D. Questions d'équité entre les sexes																						
D i) accès à l'éducation dans les zones rurales	3,93	3,68	3,08	5,00		2,67	2,83	3,94		4,00	3,86	4,67	3,30	4,00	3,57	3,91	4,00	4,21	3,75	3,00	3,74	
D ii) représentation des femmes	3,88	3,68	3,37	4,75		3,00	3,25	3,20		4,00	4,20	4,25	2,89	4,25	3,12	4,25	4,25	3,79	4,25	3,50	3,77	
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																						
E i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,02	3,99	3,23	4,58		2,67	2,66	3,12		2,00	2,97	3,33	2,51	2,83	4,01	3,91	3,83	3,23	3,83	3,33	3,34	
E ii) respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	4,20	3,68	3,27	4,67		2,89	2,80	3,33		2,00	2,81	3,33	3,50	2,67	4,06	3,78	3,22	3,18	3,22	3,56	3,34	
Tous indicateurs confondus	3,99	3,83	3,42	4,39	2,39	3,14	3,04	3,25	2,45	2,83	3,65	3,69	3,47	3,07	3,77	3,78	3,57	3,47	3,80	3,32	3,42	

^a Des évaluations détaillées sur le terrain étant impossibles, les notes de l'indice d'allocation des ressources (IAR) établi par l'Association internationale de développement ont été utilisées.

Tableau 2: Afrique orientale et australe

Indicateurs	Angola	Botswana	Burundi	Comores	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Maurice	Mozambique	Rwanda	Swaziland	Rép.-Unie de Tanzanie	Ouganda	Zambie	Zimbabwe	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																		
A i) environnement politique et juridique des organisations rurales	3,60	4,00	3,80	3,40	4,00	4,60	4,00	4,40	3,60	4,20	4,00	4,00	3,40	4,60	4,60	3,60	2,00	3,87
A ii) dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,00	5,00	3,00	2,75	4,00	4,75	3,75	3,50	3,25	4,25	3,75	4,25	2,75	4,50	4,75	3,50	1,50	3,66
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																		
B i) accès à la terre	2,80	4,20	3,20	3,60	3,20	3,80	3,60	3,40	3,60	3,80	3,80	4,00	2,20	4,00	3,80	3,40	1,80	3,42
B ii) accès à l'eau à usage agricole	2,00	4,14	3,00	3,29	4,00	3,57	3,00	3,71	3,71	3,57	2,86	4,00	2,43	4,57	3,57	3,43	2,57	3,38
B iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,25	2,75	3,00	3,00	4,00	4,25	3,75	4,50	3,25	2,75	3,50	3,50	2,25	4,00	4,50	3,50	2,75	3,44
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																		
C i) mise en place de conditions propices au développement des services financiers ruraux	2,75	2,75	3,00	3,75	4,75	4,75	3,25	4,25	3,00	4,00	4,00	3,75	3,25	4,50	4,50	4,00	1,75	3,65
C ii) climat de l'investissement pour les entreprises rurales	3,00	4,25	3,25	3,50	4,00	4,25	3,50	4,75	2,75	4,75	4,00	4,50	2,25	4,00	4,75	4,00	1,50	3,71
C iii) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,00	4,25	3,00	3,75	4,00	3,75	3,75	4,25	3,50	3,50	4,25	4,00	2,75	4,00	4,50	4,00	2,25	3,68
D. Questions d'équité entre les sexes																		
D i) accès à l'éducation dans les zones rurales	3,67	6,00	3,00	4,00	3,67	5,00	6,00	4,00	5,33	6,00	3,33	5,00	3,67	5,33	5,67	4,67	2,67	4,53
D ii) représentation des femmes	4,00	5,50	3,75	4,00	4,00	4,75	5,00	3,75	4,50	4,50	3,75	4,75	4,00	5,50	5,50	4,25	3,50	4,41
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																		
E i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	2,50	4,50	3,33	3,17	5,33	4,00	3,67	4,50	3,67	4,00	4,50	4,33	3,00	4,33	4,67	4,00	1,50	3,82
E ii) respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	2,33	4,44	3,11	3,56	4,22	4,00	3,89	3,44	3,56	3,89	4,00	4,00	3,44	4,00	4,44	3,22	2,78	3,67
Tous indicateurs confondus	2,99	4,32	3,20	3,48	4,10	4,29	3,93	4,04	3,64	4,10	3,81	4,17	2,95	4,44	4,60	3,80	2,21	3,77

Tableau 3: Asie et Pacifique

Indicateurs	Afghanistan	Bangladesh	Cambodge	Chine	Inde	Indonésie	Kirghizistan	R.D.P. lao	Maldives	Mongolie	Népal	Pakistan	Papouasie- Nouvelle- Guinée	Philippines	Îles Salomon	Sri Lanka	Tadjikistan	Viet Nam	Moyenne régionale	
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																				
A i) environnement politique et juridique des organisations rurales	3,60	4,80	3,80	4,20	4,20	3,80	3,80	3,60	3,20	3,80	3,60	3,80	3,80	5,20	3,50	4,00	3,60	4,60	3,94	
A ii) dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	2,50	4,50	4,00	4,00	4,25	4,25	4,00	3,00	2,75	3,75	3,00	4,00	4,00	4,50	2,67	4,00	4,00	4,50	3,76	
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																				
B i) accès à la terre	2,00	3,20	4,20	4,20	4,00	3,00	4,20	3,60	3,00	3,20	3,60	3,40	3,00	4,60	3,40	3,00	3,00	4,20	3,49	
B ii) accès à l'eau à usage agricole	2,71	3,57	3,43	3,71	3,86	3,57	3,00	3,29		3,43	3,57	3,14	2,00	4,14	2,50	3,86	3,00	3,71	3,32	
B iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	2,75	3,75	3,50	4,00	3,50	3,25	3,75	3,25	2,50	3,75	3,00	3,00	3,50	3,50	2,33	3,25	2,50	3,25	3,24	
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																				
C i) mise en place de conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,25	4,25	4,25	4,00	4,25	4,00	4,00	3,25	3,75	4,75	4,00	4,75	3,50	5,00	2,50	4,00	3,50	3,75	3,93	
C ii) climat de l'investissement pour les entreprises rurales	3,75	3,75	4,50	4,50	4,50	3,75	3,75	3,25	3,75	4,00	4,25	4,00	4,00	4,00	3,33	4,50	3,00	4,50	3,95	
C iii) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,25	4,00	3,75	4,25	4,00	3,25	4,00	4,25	2,50	4,00	3,50	4,00	3,50	4,00	4,00	4,00	3,50	4,75	3,81	
D. Questions d'équité entre les sexes																				
D i) accès à l'éducation dans les zones rurales	2,33	5,00	4,17	4,33	4,00	4,33	4,33	4,33	5,00	4,33	3,67	3,33	4,00	5,67	3,67	4,33	4,33	5,00	4,23	
D ii) représentation des femmes	2,75	4,00	4,25	4,50	4,75	4,50	4,50	4,25	5,00	4,50	4,25	3,75	3,75	4,75	4,50	5,00	4,75	4,75	4,36	
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																				
E i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,33	3,67	4,17	4,67	4,00	3,83	3,83	4,00	4,00	3,50	3,83	4,00	3,33	3,67	2,50	4,00	3,67	4,67	3,81	
E ii) respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	2,78	3,33	3,44	4,11	3,44	3,67	3,44	3,67	3,44	3,11	3,22	3,78	3,00	3,89	2,40	4,00	3,33	4,22	3,46	
Tous indicateurs confondus	2,92	3,99	3,95	4,21	4,06	3,77	3,88	3,64	3,54	3,84	3,62	3,75	3,45	4,41	3,11	4,00	3,52	4,33	3,78	

Tableau 4: Amérique latine et Caraïbes

Indicateurs	Belize	Bolivie	Bésil	Colombie	Costa Rica	République dominicaine	Équateur	El Salvador	Guatemala	Guyana	Honduras	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Pérou	Venezuela (République bolivarienne du)	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																		
A i) environnement politique et juridique des organisations rurales	3,80	4,50	5,40	4,20	4,20	4,00	4,50	4,40	3,94	3,60	3,80	4,00	4,20	4,00	3,80	5,16	4,40	4,23
A ii) dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,50	4,50	4,88	3,38	4,00	4,00	4,40	4,00	3,75	3,75	3,75	4,00	4,00	3,88	3,88	3,58	4,75	4,00
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																		
B i) accès à la terre	3,20	4,00	4,10	3,70	4,10	3,70	3,60	3,70	3,30	4,40	3,25	3,90	3,30	4,00	3,30	4,16	4,20	3,76
B ii) accès à l'eau à usage agricole	3,00	3,50	3,71	3,50	4,07	3,93	3,71	3,86	3,43	4,00	3,18	3,36	2,96	4,00	3,07	4,00	3,57	3,58
B iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,75	3,50	4,25	3,75	4,31	4,00	4,00	4,00	3,43	3,25	3,69	3,63	3,93	3,75	3,25	3,88	4,25	3,80
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																		
C i) mise en place de conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,75	4,13	4,38	3,60	4,00	4,50	4,50	4,38	4,13	3,25	3,38	3,88	3,80	3,75	3,88	4,48	3,75	3,97
C ii) climat de l'investissement pour les entreprises rurales	4,00	3,50	3,75	5,00	4,50	4,00	4,00	4,50	4,38	3,50	3,88	4,25	3,81	4,75	4,00	4,75	4,50	4,18
C iii) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,25	3,75	4,38	4,30	4,63	4,50	4,00	4,25	5,00	4,00	3,88	4,13	3,94	4,25	3,88	4,68	3,75	4,15
D. Questions d'équité entre les sexes																		
D i) accès à l'éducation dans les zones rurales	5,00	4,50	5,33	5,00	5,50	4,67	4,50	5,50	3,83	3,67	4,08	4,17	3,60	4,00	4,00	4,33	5,00	4,51
D ii) représentation des femmes	4,50	4,50	5,50	4,50	5,13	5,00	4,50	4,88	4,50	4,00	4,38	4,50	4,50	4,38	4,25	4,30	5,00	4,61
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																		
E i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,33	3,67	4,42	4,07	4,46	4,00	4,00	4,50	3,96	4,00	3,63	4,25	4,13	3,83	3,58	4,08	4,33	4,01
E ii) respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	3,56	4,00	3,89	4,09	4,12	3,94	4,00	4,22	3,94	3,33	3,61	4,06	3,56	3,50	3,22	4,11	4,11	3,84
Tous indicateurs confondus	3,72	4,00	4,50	4,09	4,42	4,19	4,14	4,35	3,96	3,73	3,71	4,01	3,81	4,01	3,68	4,29	4,30	4,05

Tableau 5: Proche-Orient et Afrique du Nord

Indicateurs	Albanie	Arménie	Azerbaïdjan	Bosnie-Herzégovine	Djibouti	Égypte	Géorgie	Iraq ^a	Jordanie	Liban	Ex-République yougoslave de Macédoine	Moldova	Maroc	Soudan	République arabe syrienne	Tunisie	Turquie	Yémen	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																			
A i) environnement politique et juridique des organisations rurales	4,40	4,60	3,80	4,80	3,60	3,80	3,60		4,00	4,20	4,40	3,80	4,80	4,40	3,60	4,00	3,80	4,60	4,13
A ii) dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00	4,50	3,50	4,50	3,25	3,70	3,25		4,00	3,75	4,25	4,00	4,00	4,00	3,50	4,00	4,25	4,00	3,90
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																			
B i) accès à la terre	4,40	4,80	4,80	5,00	3,60	4,80	5,40		4,00	4,20	4,60	4,60	4,20	3,80	3,80	4,20	4,00	4,20	4,38
B ii) accès à l'eau à usage agricole	3,86	4,29	4,71	4,00	3,00	4,14	3,71		4,29	3,14	3,71	3,14	4,14	3,00	4,00	4,57	4,57	4,43	3,92
B iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,75	3,75	3,25	4,00	3,00	4,00	3,00		3,25	3,00	3,75	4,00	3,50	3,75	3,50	3,50	3,75	4,00	3,56
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																			
C i) mise en place de conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,75	5,25	4,50	5,00	4,75	3,88	4,25		3,75	4,00	5,00	4,75	4,50	4,50	4,00	3,50	3,75	4,00	4,34
C ii) climat de l'investissement pour les entreprises rurales	5,00	4,50	4,50	4,25	4,00	4,50	4,00		4,50	5,00	4,75	4,00	4,00	4,00	4,50	4,75	4,75	3,00	4,35
C iii) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,75	5,00	4,50	5,00	4,00	4,50	3,50		5,00	5,25	5,00	3,75	4,50	4,00	4,13	5,50	4,50	4,75	4,55
D. Questions d'équité entre les sexes																			
D i) accès à l'éducation dans les zones rurales	4,67	6,00	5,00	6,00	3,67	3,67	6,00		4,67	6,00	6,00	6,00	3,67	3,00	4,67	5,67	4,67	3,00	4,85
D ii) représentation des femmes	4,75	4,25	4,25	5,25	4,25	4,13	4,50		4,00	4,25	4,75	4,75	4,00	3,75	4,00	4,25	4,00	3,50	4,27
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																			
E i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,67	4,33	4,33	4,33	3,83	3,92	3,83		4,67	3,33	4,33	4,00	4,33	4,17	4,75	4,83	4,50	4,17	4,25
E ii) respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	4,33	4,11	3,89	3,67	3,44	3,72	3,56		4,00	3,89	4,00	3,22	4,00	3,89	4,00	4,00	4,11	3,11	3,79
Tous indicateurs confondus	4,44	4,62	4,25	4,65	3,70	4,06	4,05		4,18	4,17	4,55	4,17	4,14	3,85	4,04	4,40	4,22	3,90	4,20

^a Impossible de réaliser des évaluations détaillées sur le terrain.